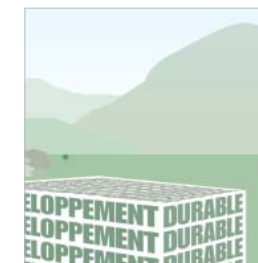
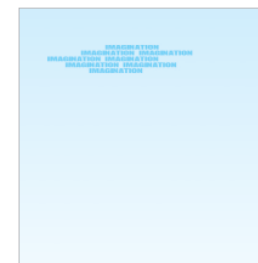




Rapport de responsabilité sociale
2005



Messages	2	5. Un appui à la politique de la ville et au développement des territoires	32
1. Profil et responsabilités : l'impact de nos métiers sur la société	3	Les différents modes d'intervention dans les territoires	32
Nos grands enjeux de développement durable	3	Un rôle décisif dans le financement du logement social	33
Le groupe Caisse des Dépôts : organisation	4	Des investissements immobiliers locatifs et d'activité	37
Un modèle économique original au service du pays	5	De nouveaux enjeux pour la rénovation urbaine	39
Le bilan consolidé de la Caisse des Dépôts	6	Un rôle clé dans le financement des infrastructures	43
Le bilan des fonds d'épargne centralisés à la Caisse des Dépôts	7	Des programmes de développement numérique des territoires	44
Les engagements de la Caisse des Dépôts	8	Un accompagnement des collectivités locales	45
Réalisations développement durable 2004-2005	9	Des investissements dans le tourisme et l'environnement	46
		Un fort soutien à l'économie sociale et solidaire	48
		Le mécénat de la Caisse des Dépôts à la rencontre de la société	50
2. Des modes de gouvernance exigeants	12	6. Notre responsabilité de fonctionnement	53
Contrôle exercé sur la Caisse des Dépôts	12	Ressources humaines	53
Pilotage stratégique et financier	13	Politique environnementale : priorité à l'impact climatique	57
Contrôle des risques et déontologie	13	Achats éco-responsables, une préoccupation de l'acheteur public	60
Pilotage économique de l'Etablissement public	14		
Management du développement durable	15		
3. Investisseur responsable	17		
Un investisseur de long terme	17		
Une gestion responsable du portefeuille	18		
La Caisse des Dépôts actionnaire actif	21		
Innovation dans le capital risque et le capital développement	22		
La Caisse des Dépôts, promoteur des actifs carbone	23		
4. Des mandats publics gérés dans l'intérêt général	24		
Des services bancaires aux meilleurs standards	24		
Une forte implication dans le développement de la finance carbone	26		
Gestion de caisses de retraite publiques : l'amélioration du service rendu	29		





Le choix du long terme

Le développement durable représente pour la Caisse des Dépôts, institution financière publique qui fête cette année son 190^e anniversaire, à la fois une opportunité et un défi. Opportunité, car les enjeux de durabilité qui sont désormais ceux de tous les acteurs, publics ou privés, entreprises ou citoyens, montrent chaque jour la pertinence de nos apports et de notre culture : sécurité et stabilité dans l'activité financière, montage de partenariats et vision de long terme pour les investissements dans les territoires, complémentarité avec le marché là où celui-ci n'est pas – ou pas encore – efficient, innovation pour

répondre aux nouvelles attentes de la société. Un défi aussi, car les métiers de la Caisse des Dépôts doivent désormais évaluer leurs impacts à l'aune des trois piliers du développement durable : performance économique, équité sociale, préservation du patrimoine écologique. Les outils d'intervention et d'accompagnement de la Caisse des Dépôts, s'ils visent la performance de long terme et sont empreints d'une volonté de cohésion sociale, doivent progressivement intégrer les nouvelles contraintes que représentent l'érosion de la biodiversité et le défi climatique.

En cohérence avec les choix du pays en la matière, la Caisse des Dépôts est déterminée à remplir tout son rôle comme acteur du développement durable. Statutairement, elle rend compte chaque année de son action dans un rapport au Parlement : le présent rapport de responsabilité sociale s'inscrit dans cette tradition d'information des élus et des citoyens quant à l'accomplissement des missions de la Caisse des Dépôts.

Francis MAYER,
Directeur général de la Caisse des Dépôts



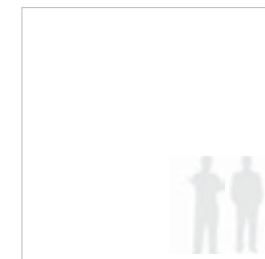
2005 : année du carbone

Le 16 février 2005, trois mois après sa ratification par la Russie, le Protocole de Kyoto entrait en vigueur. A l'automne, à Montréal, la Conférence des parties décidait l'ouverture de discussions de la communauté internationale sur l'après 2012. Sauf rupture inattendue, la donne en matière d'émissions de gaz à effet de serre est donc durablement changée pour les acteurs du monde industriel et du monde financier.

Au regard du développement durable, la Caisse des Dépôts fait face à des enjeux divers dans ses métiers, mais ceux de la « finance carbone » auront dominé son actualité en 2005 :

réflexions et innovation aux côtés des pouvoirs publics sur les nouveaux instruments macro-économiques nécessaires, actions pour réduire « l'empreinte carbone » de l'Etablissement et de ses métiers immobiliers, moyens accordés, en cohérence, à une Mission climat réorganisée. En 2006, les enjeux de l'Investissement socialement responsable s'imposeront également à l'agenda de tous les acteurs de la responsabilité sociale de l'entreprise avec la signature des Principes de l'investissement responsable sous l'égide de l'ONU, principes dont la Caisse des Dépôts a été, dès 2005, un acteur clé et un promoteur actif.

Jérôme GALLOT,
Directeur à la Caisse des Dépôts
en charge du développement durable
au sein du Comité de direction



Profil et responsabilités: l'impact de nos métiers sur la société

La Caisse des Dépôts est une institution financière publique, créée en 1816, sous un statut unique et en charge de missions d'intérêt général qui lui sont confiées par l'Etat et les collectivités territoriales. Les encours financiers qui lui sont confiés par la loi constituent le socle de son activité de transformation financière qui génère d'importants flux en direction de ses parties prenantes au premier rang desquelles la collectivité, via une contribution importante au budget de l'Etat. Le long terme étant la raison d'être de la Caisse des Dépôts, depuis plusieurs années, elle prend en compte les enjeux liés au développement durable et elle s'est engagée publiquement dans ce sens.

Nos grands enjeux de développement durable

Comme pour toute grande entreprise ou institution, contribuer à un développement durable c'est, pour la Caisse des Dépôts, rechercher une triple performance: économique, sociale et environnementale. Mais il s'agit aussi de progresser, de manière adaptée et proportionnée à ses enjeux, dans l'intégration de plus de durabilité dans ses procédures et outils d'intervention, ceci pour ses différents métiers et selon cette triple exigence. A cet égard, et en-dehors des aspects de gouvernance propres à la Caisse des Dépôts, les principales responsabilités de l'Etablissement public s'inscrivent dans les enjeux suivants:

► Etre un investisseur financier responsable (chapitre 3)

La Caisse des Dépôts assure la centralisation et la gestion financière d'une part substantielle de l'épargne réglementée. Elle gère également les fonds confiés aux professions juridiques (notaires, administrateurs, mandataires judiciaires...), la trésorerie de la Sécurité sociale et celle d'organismes d'intérêt général pour des montants très importants.

La nature et le volume des fonds confiés à sa gestion en font le premier investisseur institutionnel en actions de la Place de Paris.

► Gérer les mandats publics qui lui sont confiés en anticipant les nouveaux besoins de la société (chapitre 4)

La Caisse des Dépôts gère, comme opérateur, d'importants régimes publics de retraite par répartition, pour les agents de l'Etat, des collectivités locales et des établissements hospitaliers, couvrant plus de 7 millions d'actifs et près de 3 millions de pensionnés et quelques 80 000 employeurs; elle est également prestataire de services bancaires, en direction des professions réglementées (notaires, administrateurs et mandataires judiciaires...) ou des personnes protégées par la loi.

► Innover, dans le champ du développement durable, en accompagnant les pouvoirs publics (chapitres 3 et 4)

Acteur majeur de la place financière de Paris, la Caisse des Dépôts contribue à créer de nouveaux instruments économiques et financiers pertinents face aux enjeux sociétaux ou environnementaux; c'est le cas, par exemple, de son rôle dans la création des outils de la finance carbone de lutte contre le changement climatique.

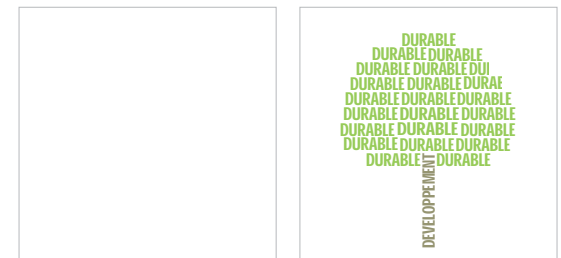
► Intervenir en appui à un développement durable des villes et territoires (chapitre 5)

Grâce aux fonds d'épargne qu'elle gère, la Caisse des Dépôts a financé sous forme de prêts, la construction/acquisition de plus de 80 000 logements locatifs sociaux en 2005, la rénovation du patrimoine ancien et participe au financement de la politique de la ville. Sur la base de son résultat annuel, elle investit –via des participations– dans les territoires aux côtés des collectivités locales et appuie sous diverses formes, les politiques en faveur de la cohésion sociale et territoriale.

► Assumer sa propre responsabilité de fonctionnement sur le plan social et environnemental (chapitre 6)

L'Etablissement public emploie directement 4 754 collaborateurs, et exerce sa responsabilité sur le plan de la gestion des sites et des achats, des politiques sociale et environnementale.

Les progrès enregistrés en 2004-2005 sur ces cinq axes principaux sont résumés dans le tableau des réalisations développement durable.



Profil et responsabilités : l'impact de nos métiers sur la société

Le groupe Caisse des Dépôts

Institution financière publique, la Caisse des Dépôts exerce des missions d'intérêt général que lui confient l'Etat et les collectivités territoriales.

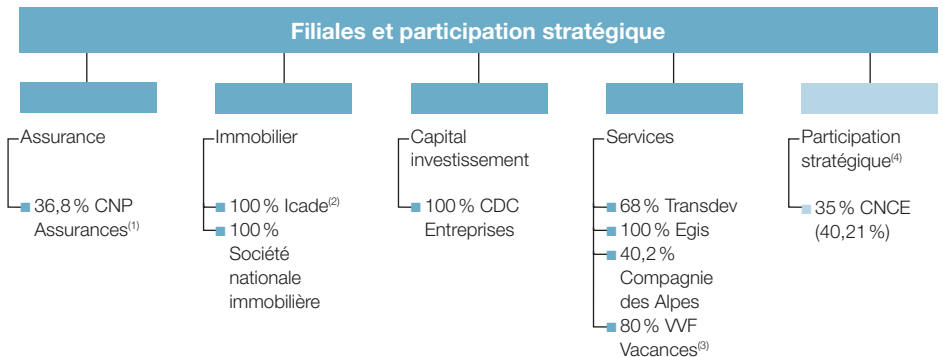
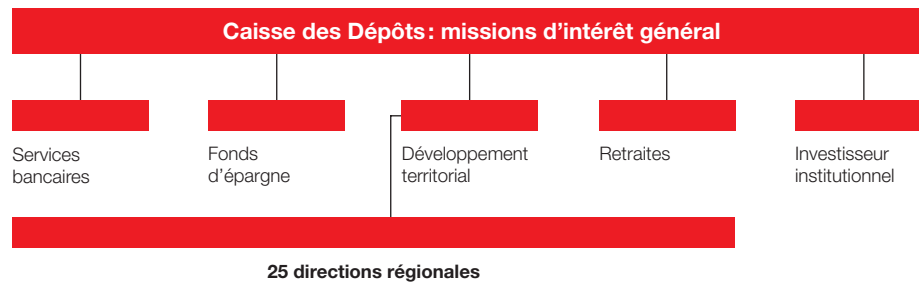
Elle est ainsi :

- le gestionnaire de référence de l'épargne et des retraites des Français et, à travers ses services bancaires, de fonds privés protégés par la loi ;
- le n° 1 du financement du logement social et de la politique de la ville, grâce aux fonds d'épargne qu'elle gère ;
- un grand partenaire des collectivités territoriales : par son expertise et ses investissements dans des projets de développement territorial, la Caisse des Dépôts accompagne les politiques locales.

Ses filiales immobilières : Icade (opérateur du secteur concurrentiel), Société nationale immobilière (pôle immobilier d'intérêt collectif), et ses filiales de services : Transdev (transport urbain et interurbain), Egis (infrastructures), Compagnie des Alpes (exploitation de sites de loisirs), VVF Vacances (hébergement de loisirs), confortent ce partenariat, tout comme CDC Entreprises, à travers son activité de capital investissement régional dans les PME ;

– un grand investisseur institutionnel de long terme.
En raison du volume des fonds confiés à sa gestion, elle est le premier investisseur de long terme dans les sociétés cotées en France. Au sein du groupe, la Caisse des Dépôts est l'actionnaire de référence de CNP Assurances, premier assureur de personnes en France. La Caisse des Dépôts gère également d'importants portefeuilles de participations dans des entreprises non cotées (capital investissement).

Organisation au 31 décembre 2005



■ % d'intérêt : représente le pourcentage de titres détenus.
(%) % d'intégration : représente le pourcentage d'intégration dans le bilan du groupe.

Remarque :

(1) Dans le cadre du renouvellement du pacte d'actionnaires et de sa prolongation jusqu'en 2015, la participation de la Caisse des Dépôts dans CNP Assurances est portée à 40%.

(2) Opérateur immobilier intégré du secteur concurrentiel, Icade a été introduite en Bourse au printemps 2006, la Caisse des Dépôts détenant désormais plus de 70% du capital.

(3) À la suite d'un accord signé en avril 2006, la répartition du capital de VVF Vacances s'établit ainsi : Finama Private Equity/Acto (Groupama) : 60% ; Caisse des Dépôts : 40%.

(4) Face au projet de rapprochement par les groupes Caisse d'Épargne et Banque Populaire d'une partie de leurs activités de banque d'investissement, la Caisse des Dépôts a décidé de sortir définitivement du capital de la Caisse nationale des caisses d'épargne (CNCE).

L'accord conclu le 6 juin 2006 avec la CNCE valorise cette participation à 7 Md€ et comporte un important volet industriel prévoyant le transfert d'actifs du groupe Caisse d'épargne au groupe Caisse des Dépôts.

Profil et responsabilités : l'impact de nos métiers sur la société

Parties prenantes : un modèle économique original au service du pays

La Caisse des Dépôts dégage un résultat net consolidé qui provient à parts sensiblement égales de l'activité d'investisseur pour compte propre de l'Etablissement public et de la contribution de ses filiales.

Elle réalise ses missions d'intérêt général à prix coûtant, remboursé « à l'euro l'euro » par les fonds gérés. Ainsi, la gestion des fonds d'épargne dont le bilan s'élève fin 2005 à 199 Md€ a été facturé 86 M€. Ce même dispositif s'applique aux régimes de retraite sous gestion.

La Caisse des Dépôts apporte une contribution au budget de l'Etat sous trois formes : l'impôt sur les bénéfices, un dividende représentant le tiers de son résultat net et le résultat annuel des fonds d'épargne gérés, en contrepartie de la garantie apportée par l'Etat aux dépôts centralisés. Pour la seule année 2005, ces trois contributions représentent 3 Md€. Depuis 1984, les excédents de gestion cumulés par les fonds d'épargne ont apportés plus de 65 Md€ au budget de l'Etat.

Le résultat consolidé de la Caisse des Dépôts (2,087 Md€ en 2005) est réparti en parts égales de la façon suivante : le renforcement des fonds propres, les investissements d'intérêt général et le dividende versé à l'Etat.

La Caisse des Dépôts a des responsabilités éminentes dans la vie financière des ménages. Elle gère environ 12 % de leur épargne à travers notamment les fonds déposés sur les 45 millions de livrets A (112 Md€).

Elle gère les retraites d'un Français sur cinq. En 2005, à ce titre, elle a perçu 17,8 Md€ de cotisations auprès de 7 millions d'actifs et versé 14,9 Md€ de prestations au bénéfice de 2,8 millions de pensionnés.

En outre, elle assure la sécurité de la vie patrimoniale des particuliers et des entreprises à des moments clés : successions, transactions immobilières, liquidations d'entreprises... En effet, ces fonds privés (47,5 Md€ en 2005) sont déposés chez les notaires et les administrateurs et mandataires judiciaires et leur gestion confiée à la Caisse des Dépôts.

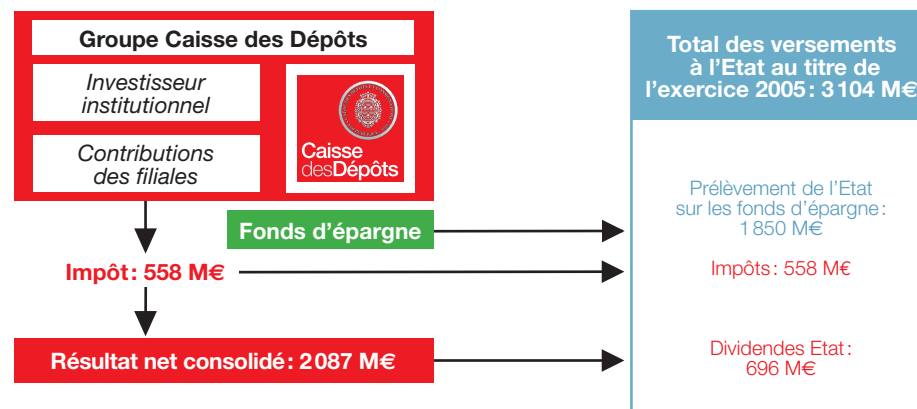
Par ailleurs, grâce aux fonds d'épargne, elle a financé en 2005 la construction de 80 000 logements locatifs sociaux et au total la constitution d'un parc de 4 millions de logements HLM, pour un habitant sur six en France.

Enfin, elle est un important investisseur de long terme dans les entreprises cotées et non cotées (capital investissement).

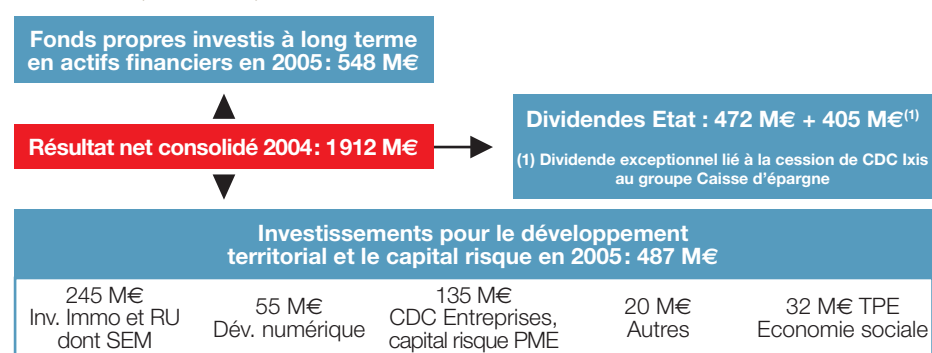
Les parties prenantes directes de la Caisse des Dépôts



Résultats de l'exercice 2005



Utilisation, en 2005, du résultat de l'exercice 2004






Profil et responsabilités: l'impact de nos métiers sur la société

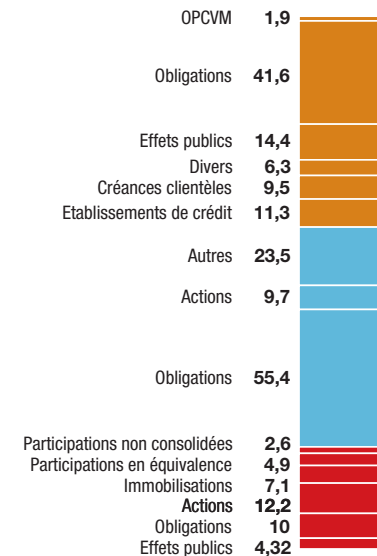
Le bilan consolidé de la Caisse des Dépôts

Le bilan consolidé de la Caisse des Dépôts et le bilan des fonds d'épargne centralisés à la Caisse des Dépôts (page suivante) représentent deux ensembles distincts.

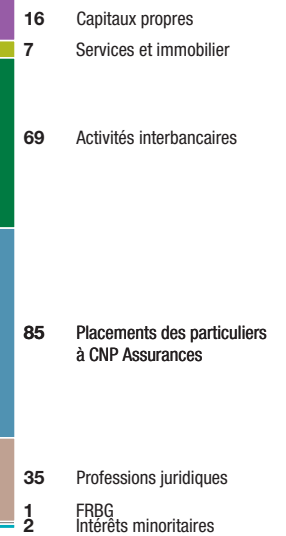
Les ressources consolidées dans le bilan du groupe Caisse des Dépôts atteignent un total de 215 Md€ fin 2005. Ils comprennent les fonds propres de la Caisse des Dépôts, les dépôts des professions juridiques, les ressources issues de l'activité interbancaire... Les emplois correspondent obéissent à la politique d'investissement de la Caisse des Dépôts: sur le long terme (obligations, actions, participations, actifs forestiers et immobiliers...) et sur le court terme (placements de trésorerie, lignes de financements des organismes de Sécurité sociale...). Une partie des encours financiers qui sont gérés et détenus par CNP Assurances (dépôts de particuliers et placements) apparaît – proportionnellement à la participation détenue dans cette filiale – dans le bilan consolidé du groupe Caisse des Dépôts.

► Actif (emplois) 2005: 215 Md€

-  Placements à court terme
-  Consolidation CNP Assurances
-  Placements à long terme



► Passif (ressources) 2005: 215 Md€



en Md€

■ Pour aller plus loin:
le rapport annuel de la
Caisse des Dépôts est
disponible sur le site Internet
www.caissedesdepots.fr

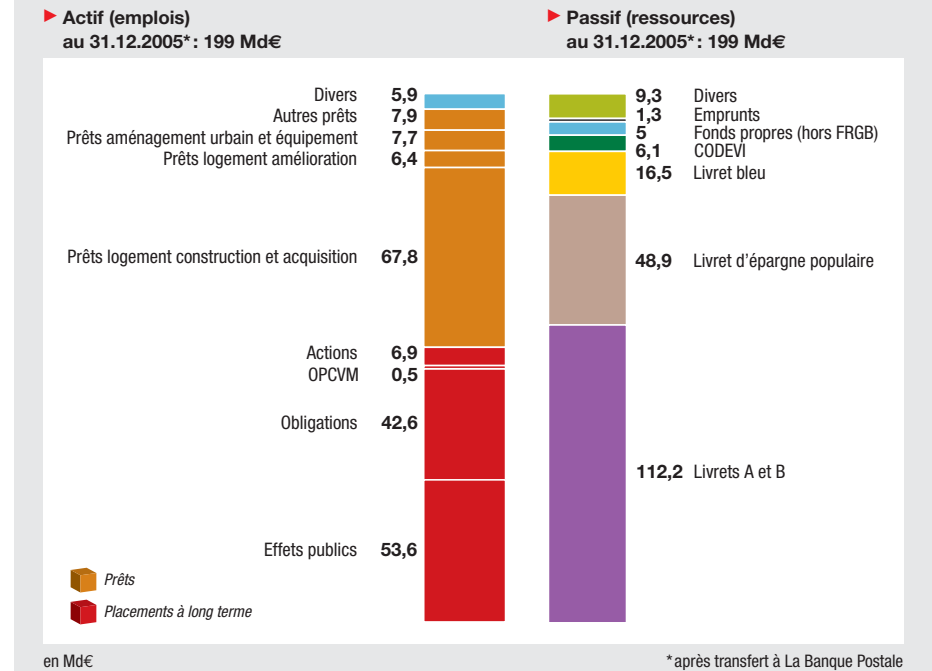


Profil et responsabilités: l'impact de nos métiers sur la société

Le bilan des fonds d'épargne centralisés à la Caisse des Dépôts

Le mécanisme original qui permet des financements publics très importants, sans avoir à recourir au budget de l'Etat, repose sur la transformation par la Caisse des Dépôts, de fonds collectés sur divers produits liquides d'épargne populaire en prêts de longue durée qui bénéficient aux secteurs prioritaires désignés par l'Etat. Au sein de la Caisse des Dépôts, la Direction des fonds d'épargne assure cette double mission. Ces activités sont regroupées au sein d'un bilan distinct de celui de la Caisse des Dépôts.

Les fonds d'épargne centralisés à la Caisse des Dépôts sont constitués de divers produits d'épargne réglementés: livret A, Codevi, LEP, livret bleu, etc. Ils représentent un total de 184 Md€. La collecte de cette épargne est sensible à l'évolution des taux réglementés offerts aux épargnants. Le taux du livret A correspond à la moyenne entre le taux européen à 3 mois et celui de l'inflation, amélioré d'une prime de 0,25%. Ces fonds d'épargne financent sous forme de prêts à long terme le logement social, la politique de la ville et les grandes infrastructures de transport. Pour assurer l'équilibre, la liquidité et la sécurité de ce mécanisme de transformation, la Caisse des Dépôts place une part importante des fonds qui lui sont confiés sur les marchés financiers. Les résultats dégagés par cette gestion sont reversés au budget de l'Etat en contrepartie de la garantie qu'il accorde aux dépôts.



■ Pour aller plus loin:
le rapport de la direction
des fonds d'épargne de
la Caisse des Dépôts est
disponible sur le site Internet
www.caissedesdepots.fr



Profil et responsabilités: l'impact de nos métiers sur la société

Les engagements de la Caisse des Dépôts

La Caisse des Dépôts traduit son implication dans le champ de la responsabilité sociale par l'adhésion à un certain nombre de grands engagements.

2006: Principes de l'investissement responsable de l'ONU

Six engagements pour la gestion d'actifs des investisseurs institutionnels.
www.unpri.org

2005: Carbon Disclosure Project

Questionnement des 500 plus grandes entreprises mondiales sur leurs émissions de CO₂, via une coalition d'investisseurs.
www.cdproject.net

2004: Charte de la diversité dans l'entreprise de l'institut Montaigne

Lutte contre les discriminations au sein de l'entreprise.
www.institutmontaigne.org/site/page.php?page_id=2050

2002: Initiative finance du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Engagement d'institutions financières pour la protection de l'environnement et la responsabilité sociale.
www.uneptie.org

2000: Pacte mondial de l'ONU

Respect de dix principes de responsabilité pour les entreprises.
www.pactemondial.org

Le groupe Caisse des Dépôts est membre du Conseil national du développement durable (CNDD) qui réunit les représentants de la société civile et des collectivités territoriales pour être conseil et force de proposition dans l'élaboration des politiques de développement durable françaises et dans leur mise en œuvre, notamment la stratégie nationale de développement durable.

Par ailleurs, la Caisse des Dépôts est soucieuse d'apporter son expérience et son point de vue aux associations dédiées au développement durable dont elle est membre telles que :

► **L'Observatoire sur la responsabilité sociale des entreprises (ORSE),**

(membre fondateur) qui favorise l'échange d'informations, identifie les meilleures pratiques et sensibilise les responsables économiques, sociaux et institutionnels à la responsabilité sociale.
<http://www.orse.org>

► **Entreprises pour l'environnement (EPE),**

qui mobilise les entreprises et assure la promotion de leurs compétences dans le domaine de la protection de l'environnement. <http://www.epe-asso.org>

► **CSR Europe,**

qui définit des orientations européennes pour la responsabilité des entreprises et construit un réseau entre grandes entreprises en Europe. <http://www.csreurope.org>

► **Le Comité 21,**

(Comité français pour l'environnement et le développement durable) qui suscite des échanges entre réseaux de l'économie, de l'environnement et de la solidarité. <http://www.comite21.org>

► **IMS – entreprendre pour la cité,**

dont l'objectif est d'aider et d'encourager les entreprises à prendre des initiatives qui favorisent la cohésion sociale et le développement des pays et régions où elles sont implantées.
<http://www.imsentreprendre.com>

► **L'association HQE,**

qui rassemble les fondateurs et les promoteurs de la démarche Haute qualité environnementale.
<http://www.assohqe.org>

► **Cerqual/Qualitel,**

organisme certificateur de la qualité (environnementale notamment) dans le bâtiment.
<http://www.qualitel.org>

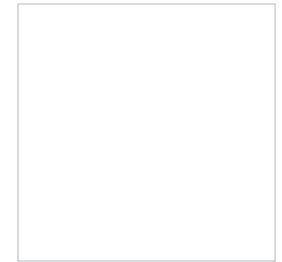
► **Effinergie,**

association visant à promouvoir les bâtiments très peu consommateurs d'énergie.

► **Forum de l'investissement responsable (FIR),**

dont la Caisse des Dépôts sponsorise le prix annuel pour des travaux académiques « finance et développement durable ». <http://www.frenchsif.org/fr>

Profil et responsabilités: l'impact de nos métiers sur la société



Réalisations développement durable 2004-2005

Enjeux de responsabilité sociétale		Principales réalisations
Consolider une gouvernance efficace		
Gouvernance	Faire vivre une gouvernance originale fondée sur la défense des intérêts patrimoniaux de l'institution, gestionnaire de fonds privés requérant une protection particulière placée sous le contrôle du Parlement.	<ul style="list-style-type: none"> ■ La Commission de surveillance s'est réunie à 21 reprises en 2005. Ses deux comités (Comité d'examen des comptes et des risques, Comité des fonds d'épargne) à 13 reprises. ■ Le directeur général rend compte chaque quinzaine à la Commission de surveillance au sein de laquelle siègent quatre parlementaires (dont son président, Philippe Auberger, député).
Efficacité et performance	Développer les objectifs du plan de performance par l'optimisation des moyens humains et financiers de l'Etablissement public afin de préserver sa solidité financière et sa capacité à investir chaque année le tiers de son résultat net consolidé dans des activités d'intérêt général.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Le plan de performance de l'Etablissement public a continué à se déployer; la progression des charges est cantonnée à 1 % par an. ■ La contribution totale au budget de l'Etat s'est élevée à 3Md€ en 2005. ■ Les fonds propres de la Caisse des Dépôts investis dans des missions d'intérêt général pour le développement des territoires se sont élevés à 352 M€. S'y ajoutent 135 M€ consacrés au capital investissement dans les PME.
Risques	Maintenir le haut niveau de contrôle des risques et appliquer les nouveaux standards comptables et de gouvernance internationaux. Prendre en compte les risques environnementaux.	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'application des standards IFRS sera effective pour les comptes consolidés 2007. ■ Une cartographie des risques pour l'environnement a été réalisée en 2005 dans le cadre de la filière Maîtrise des risques physiques et environnementaux.
Etre un investisseur financier de long terme responsable		
Démarches internationales	Promouvoir les démarches internationales d'investissement responsable en souscrivant aux engagements de l'initiative finance du PNUE (2002) et aux Principes de l'investissement responsable de l'ONU (2005-2006).	<ul style="list-style-type: none"> ■ La Caisse des Dépôts, un des principaux sponsors de la démarche, est signataire des PRI des Nations unies depuis le 27 avril 2006, et a organisé un événement européen de signature, par les grands investisseurs institutionnels continentaux. ■ La Caisse des Dépôts a rejoint le <i>Carbon Disclosure Project</i> en 2005.
Gestion d'actifs	Intégrer progressivement les critères dits ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans l'analyse de l'ensemble des actifs (actions, obligations, immobilier, <i>private equity</i>).	<ul style="list-style-type: none"> ■ La Caisse des Dépôts a initié une démarche d'intégration des critères ESG dans l'analyse de l'ensemble de son portefeuille qui se poursuivra en 2006 – ainsi que le développement du reporting nécessaire – en s'appuyant sur les PRI de l'ONU. ■ Un fonds dédié aux éco-industries, <i>Demeter</i>, a été lancé en 2005. ■ L'intégration de clauses sociales et environnementales, dans les métiers d'investisseur en capital risque et financement des PME, a été engagée en 2005. ■ Par ailleurs, la Caisse des Dépôts réalise une montée en puissance progressive dans le métier d'investisseur « carbone », notamment au travers du Fonds carbone européen dont elle est co-sponsor.

Profil et responsabilités: l'impact de nos métiers sur la société

Enjeux de responsabilité sociétale		Principales réalisations
Rôle d'actionnaire	Exercer pleinement le rôle d'actionnaire de long terme selon un cadre de référence de bonne gouvernance: guide de vote en assemblée générale, Charte de l'administrateur Caisse des Dépôts.	<ul style="list-style-type: none"> ■ En 2005, la Caisse des Dépôts s'est investie dans son rôle d'actionnaire de long terme selon le dispositif mis en place en 2004 (Comité consultatif de gouvernance et Charte de l'administrateur). ■ Le guide de vote a été développé et appliqué: la Caisse des Dépôts a exercé son droit de vote dans 100 % des assemblées générales des sociétés françaises en 2005. Le périmètre sera étendu à l'ensemble des sociétés européennes d'ici 2006.
Accompagner les évolutions de la société dans les mandats publics		
Métiers bancaires	Accompagner les professions et clientèles institutionnelles d'intérêt général par une offre innovante de produits et services. Lutter contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme.	<ul style="list-style-type: none"> ■ En 2005, la Caisse des Dépôts a notamment pris en charge la gestion administrative du Fonds de cohésion sociale destiné à lutter contre l'exclusion financière et, début 2006, du Fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique. ■ La politique de lutte contre le blanchiment a été renforcée et son périmètre élargi.
Finance carbone	Participer au développement des instruments économiques et financiers de lutte pour la réductions des émissions de gaz à effet de serre. Accompagner les politiques des pouvoirs publics et des collectivités locales.	<ul style="list-style-type: none"> ■ En 2005, le développement international de Seringas, logiciel de tenue de registre de quotas de CO₂, s'est poursuivi (vente à 11 pays européens). ■ Un partenariat a été initié avec Powernext Carbon, bourse européenne des quotas de CO₂. ■ Le Fonds carbone européen doté de plus de 140 M€, a été lancé à l'initiative de la Caisse des Dépôts. ■ Le pôle d'expertise et de publications (Mission climat) a été développé. ■ Fin 2005, des propositions de nouveaux instruments économiques pour réduire les émissions de GES ont été remises aux pouvoirs publics (rapport sur les projets domestiques).
Métiers de la retraite	Veiller à la sécurité et à l'efficacité à très long terme des régimes et dispositifs de retraite dont la gestion est confiée à la Caisse des Dépôts. Promouvoir le droit à l'information des ayants droit aux régimes gérés.	<ul style="list-style-type: none"> ■ La Caisse des Dépôts contribue au débat sur l'avenir des retraites, appuie le travail du Conseil d'orientation des retraites et poursuit la réforme de la gouvernance des régimes qu'elle gère. ■ La Caisse des Dépôts (avec l'appui de Novethic) a accompagné les régimes qui lui sont adossés, tels que le Régime additionnel de la fonction publique, dans la réflexion et la définition de leur politique ISR. ■ Mise en œuvre du droit à l'information des assurés.
Intégrer les exigences du développement durable aux interventions dans l'habitat et les territoires		
Logement et rénovation urbaine	Comme acteur important du logement social, promouvoir de nouveaux critères et outils favorables à un habitat et un urbanisme durables.	<ul style="list-style-type: none"> ■ La Caisse des dépôts bonifie sur ses fond propres une enveloppe de 2 Md€ permettant la réhabilitation de plus de 100 000 logements supplémentaires sur 5 ans. ■ Des réflexions de fond sont menées, depuis 2004, sur la prise en compte de l'environnement dans le bâtiment via des groupes de travail sur le périmètre du groupe. Objectifs de moyen terme: intégrer des critères environnementaux (label HQE) aussi bien dans le métier d'investisseur – directement ou à travers ses filiales – que dans le métier de prêteur au logement social. ■ La Caisse des Dépôts a réalisé des projets pilotes sur la qualité environnementale dans le logement intermédiaire et le tertiaire, comme l'immeuble 270 de sa filiale Icade EMGP à Aubervilliers. ■ Un prêt bonifié sur critères énergétiques a été élaboré pour le logement social (lancement en 2006). ■ Une réflexion sur le tiers investissement a été initiée, en partenariat avec la région Alsace.
Infrastructures de transport	Financer les besoins d'infrastructures et de mobilité durable en tenant compte des besoins sociaux, des impacts environnementaux et de l'équilibre territorial.	<ul style="list-style-type: none"> ■ La Caisse des Dépôts cofinance tous les projets de création et d'extension des réseaux de tramways ou de métros légers en France, le TGV Est, la LGV Rhin-Rhône, l'autoroute ferroviaire Luxembourg-Perpignan. ■ Elle souhaite promouvoir l'évaluation des projets financés sur critères environnementaux et adapter son offre dans le champ du développement durable.

Profil et responsabilités: l'impact de nos métiers sur la société

Enjeux de responsabilité sociétale		Principales réalisations
Equipements numériques	Réduire la «fracture numérique» par le financement d'infrastructures haut débit et l'offre de services ciblés.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Début 2006, 353 cyber-bases ont été ouvertes dans le cadre de l'objectif fixé en 2000 de 400 cyber-bases. ■ Fin 2005, 57 projets de délégation de service public sont en cours – et 27 délégataires déjà retenus – dans le cadre des projets de développement numérique des territoires que la Caisse des Dépôts accompagne.
Environnement et tourisme	Appuyer, aux côtés des collectivités locales, les projets territoriaux durables dans le domaine des énergies renouvelables, des déchets, de la biodiversité, des équipements publics, culturels, de tourisme ou de loisirs. Rechercher un effet d'entraînement auprès des investisseurs et opérateurs privés.	<ul style="list-style-type: none"> ■ La Caisse des Dépôts participe à des projets d'investissement dans les territoires, dans les secteurs tourisme et environnement (énergie, valorisation des déchets, lutte contre le changement climatique, etc.). Début 2006, deux projets éoliens notamment ont été engagés.
Economie et innovation sociales	Soutenir les initiatives dans l'économie sociale et solidaire, les innovations porteuses de lien social, la création d'emploi dans les très petites entreprises. Contribuer à la lutte contre l'exclusion bancaire et financière par une mise en œuvre innovante du Fonds de cohésion sociale.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Le cofinancement annuel des associations de prêts d'honneur et le soutien aux réseaux d'accompagnement à la création d'entreprises (Adie, FIR, réseau Entreprendre et le réseau des boutiques de gestion) s'est poursuivi en 2005. ■ L'Etat a confié à la Caisse des Dépôts la gestion du Fonds de cohésion sociale qui finance un dispositif de garantie bancaire pour le développement du micro-crédit professionnel et du micro-crédit social destiné aux personnes exclues du système bancaire. ■ Organisation avec l'IMS du 2^e séminaire national sur le thème RSE et PME, à Lyon.
Mécénat	Soutenir des projets culturels et de solidarité décentralisés, notamment en zones urbaines sensibles.	<ul style="list-style-type: none"> ■ La Caisse des Dépôts a poursuivi son soutien aux actions culturelles dans les quartiers d'habitat social. ■ En 2005, la Caisse des Dépôts, dans le cadre de son mécénat dédié à la musique, a soutenu près de 120 festivals et manifestations en région. ■ La Caisse des Dépôts a poursuivi la rénovation du Théâtre des Champs-Élysées dont elle est propriétaire.
Mesurer et réduire les impacts directs de l'Etablissement public		
Impacts environnementaux	Réduire l'impact environnemental des sites et équipements de l'Etablissement public, notamment les émissions de gaz à effet de serre.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Un Bilan carbone® de l'Etablissement public a été réalisé et un plan global de réduction des émissions de GES (objectif facteur 4) a été préparé. ■ Une cartographie des risques environnementaux liés à l'activité a été élaborée.
Ressources humaines	Promouvoir la formation et la diversité humaine dans l'effectif (parité, handicap, minorités, seniors).	<ul style="list-style-type: none"> ■ Un nouvel accord-cadre a été signé comprenant la mention de préoccupations telles que le maintien de l'équilibre vie privée/vie professionnelle, un système de rémunération valorisant, le développement des compétences, l'accès à l'emploi des jeunes et des seniors, la lutte contre les discriminations. ■ Une mission handicap a été créée en 2005.
Achats	Développer une politique d'achats responsables sur la base de critères sociaux et environnementaux exigeants.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Le département achats et maîtrise des coûts, en charge du pilotage des achats de l'ensemble de l'Etablissement, introduit progressivement la prise en compte de considérations environnementales et sociales dans sa démarche. ■ Quelques critères environnementaux ou d'accessibilité ont été introduits dans certains chantiers d'aménagement/rénovation. ■ Un catalogue de «produits verts» en fournitures de bureau est à disposition des acheteurs.